

INFLUENCER LES DÉCIDEURS

EXPÉRIENCES DE PLAIDOYER POUR L'AGRICULTURE PAYSANNE



POUR COMMENCER



SOS Faim déploie des campagnes de plaidoyer depuis plus de 20 ans. La première a porté sur la renégociation des accords de Lomé, devenus les Accords de Cotonou en 2000, entre l'Union européenne (UE) et les États Afrique Caraïbes Pacifique (ACP).



Un regard rétrospectif met en évidence que ce travail de plaidoyer a porté le plus souvent sur les questions commerciales, en partant des Accords de Partenariat Économique (APE), en passant par la campagne « Mon poulet, ma poule », jusqu'à la campagne récente « N'exportons pas nos problèmes » centrée sur les exportations de produits laitiers européens.



L'idée de cette publication n'est pas de passer les résultats de ces campagnes en revue de manière systématique, mais plutôt d'analyser différents facteurs qui ont permis des succès et des avancées parfois pérennes dans la durée.

L'UNION FAIT LA FORCE!

Pour obtenir des résultats quand on mène une campagne de plaidoyer, il est important pour les organisations de la société civile (OSC) de faire entendre une voix commune.

C'est notamment le cas de la Coalition contre la faim (CCF) en Belgique qui rassemble une vingtaine d'organisations mobilisées sur le plan national sur les questions d'agriculture et de sécurité alimentaire.

La CCF plaide notamment pour que la coopération agricole belge fasse de l'agroécologie une priorité dans sa politique. Elle travaille également sur le rôle du secteur privé dans le financement de l'agriculture ou encore sur les questions d'accaparement de terres.

C'est également le cas pour la campagne « N'exportons pas nos problèmes » lancée en 2019 et centrée sur la filière lait. Les exportations de lait en poudre et de faux lait réengraissé à l'huile de palme mettent à mal des filières locales déjà fragiles en Afrique de l'Ouest. Dans le cadre de cette campagne, des alliances ont été tissées avec Vétérinaires sans Frontières, Oxfam Solidarité, Oxfam France et le Comité Français de Solidarité internationale (CFSI).



S'APPUYER SUR LES VOIX DU SUD

Les campagnes de plaidoyer ont la volonté de relayer des problèmes rencontrés par des producteurs agricoles dans leurs pays. Ce relais permet non seulement de documenter les difficultés, mais renforce également la crédibilité de la démarche en termes de témoignage. On part bien de réalités vécues sur le terrain.

La campagne « Mon poulet, ma poule » trouve ainsi son origine au Cameroun où deux organisations partenaires de SOS Faim, le Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD) et l'Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs (ACDIC), voient la filière avicole locale se fragiliser en raison d'importations massives de poulet congelé européen. Non seulement, cela entraîne de graves conséquences économiques, mais le risque sanitaire (rupture de la chaîne de froid) est également omniprésent.

Dans le cadre de la campagne « N'exportons pas nos problèmes », l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS), une organisation régionale d'éleveurs reconnue comme interlocutrice représentative par la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a joué un rôle moteur pour alimenter le plaidoyer réalisé auprès de l'Union européenne, tout en se mobilisant pour la promotion de la production de lait local avec d'autres organisations paysannes comme le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROP-PA) et le Réseau Billital Maroobé (RBM).

Ces exemples démontrent l'importance, mais aussi la difficulté de démarches de plaidoyer, en ce sens qu'il faut que les thématiques choisies couvrent à la fois des préoccupations des partenaires du Sud, tout en étant nous-mêmes légitimes pour aborder ces sujets par rapport à des décideurs du Nord.

Il faut que les thématiques choisies couvrent à la fois des préoccupations des partenaires du Sud et que nous soyons nous-mêmes légitimes pour aborder ces sujets par rapport à des décideurs du Nord.

LE TÉMOIGNAGE CROISÉ DE DEUX ACTEURS CLÉS :

BERNARD NJONGA (SAILD/ACDIC) ET

JEAN-JACQUES GRODENT (SOS FAIM)



« LA CAMPAGNE POULETS A ÉTÉ LANCÉE POUR RÉDUIRE, VOIRE ARRÊTER LES IMPORTATIONS DE POULET CONGELÉ AU CAMEROUN, POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE AVICOLE LOCALE. DE 1994 À 2003, LES IMPORTATIONS DE POULETS CONGELÉS AVAIENT EN EFFET EXPLOSÉ DE 60 TONNES À 22.150 TONNES PAR AN.



LA CAMPAGNE LANCÉE EN 2003 A ABOUTI EN 2006 À LA SIGNATURE D'UN ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT CAMEROUNAIS INTERDISANT L'IMPORTATION DE POULET CONGELÉ.

Quatorze ans plus tard, les importations restent insignifiantes, en particulier grâce à l'adhésion des consommateurs qui ont boudé les poulets congelés importés.

Nous identifions plusieurs facteurs de succès de cette campagne : les recherches et études réalisées ont permis de construire un argumentaire soutenu par des données chiffrées. Des photos prises notamment sur les marchés ont illustré le sujet. C'était une campagne « propre », objective, non agressive. Une coalition d'acteurs du Sud et du Nord s'est mise en place, avec une participation croisée des acteurs du Sud et du Nord aux différentes actions.

Nous pensons que cela vaudrait la peine de remettre cette campagne et ses résultats en valeur, au vu de la situation qui reste catastrophique à ce niveau dans des pays africains comme le Ghana et la République Démocratique du Congo. » 



1994

60

TONNES/ANS



2003

22.150

TONNES/ANS



2006

**IMPORTATIONS DE POULET
CONGELÉ AU CAMEROUN**

ÊTRE CRÉDIBLE

Une campagne de plaidoyer doit se baser sur des études solides, relativement incontestables, ce qui représente un investissement à risque, puisqu'on ne sait pas toujours préjuger qu'il y aura un matériel suffisant pour passer à l'action, développer un argumentaire pour faire évoluer une politique, qu'elle soit européenne ou nationale.

Dans le cas de la campagne lait « N'exportons pas nos problèmes » orientée vers l'UE, une étude a été commandée à deux chercheurs du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD-France), Guillaume Duteurtre et Christian Corniaux, sur le commerce de mélanges de poudre de lait écrémé et de matière grasse végétale entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest. C'est également un expert des questions agricoles (Gérard Choplin) qui a rédigé le dossier de campagne, notamment à partir de cette étude.

Cette étude est complétée par un volet plus sanitaire, avec le Professeur Yvan Larondelle, de la Faculté des bioingénieurs de l'UC Louvain.

Une étude comparative de l'impact socio-économique et environnemental de l'importation des mélanges MG (matières grasses végétales) européens par rapport au lait local dans les pays du Sahel va être réalisée avec un financement du Parlement européen, sur suggestion des ONG de la campagne.

Dans le cadre de la politique de coopération belge, la Coalition contre la faim appuie son plaidoyer sur une évaluation indépendante du Fonds belge de Sécurité alimentaire (FBSA) commanditée par le Service de l'Évaluation spéciale de la coopération qui rend directement compte au Parlement. Début 2020, la CCF a ainsi

adressé un « policy brief » au Parlement fédéral dénonçant l'inefficacité de la coopération belge pour éradiquer la faim¹.

Pour lancer une campagne en faveur du soutien à des pratiques agroécologiques, la CCF a aussi demandé à une équipe externe de documenter la part belge de la coopération agricole consacrée à l'agroécologie². Cette étude a été cosignée par Margot Vermeulen et Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial des Nations-Unies pour le droit à l'alimentation, expert IPES Food³ et depuis le 1^{er} mai 2020, rapporteur spécial de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme.

Outre le renforcement de la crédibilité du plaidoyer, ces études donnent aux OSC telles que SOS Faim un accès à des informations que nous n'avons pas nous-mêmes le temps d'aller chercher, faute de temps ou d'expertise spécifique. Cette collecte d'informations permet de les répercuter vers des décideurs politiques qui ne sont pas nécessairement informés de sujets parfois très pointus.

1 <https://www.coalitioncontrelafaim.be/publications/note-au-parlement-federal-sur-levaluation-du-fonds-belge-pour-la-securite-alimentaire-fbsa-et-de-la-politique-belge-pour-lagriculture-et-la-securite-alimentaire/>

2 <https://www.coalitioncontrelafaim.be/publications/pour-une-aide-publique-au-developpement-belge-qui-soutienne-la-transition-agroecologique/>

3 International Panel of Experts on Sustainable Food Systems

DÉCIDEURS
POLITIQUES

OSC

OSC

ÉTUDES
SOLIDES

DOCUMENTATION
EXTERNES

ÉTUDE
COMPARATIVE

ÉVALUATION
INDÉPENDANTE

COMPLÉMENT D'ÉTUDE

ÉTUDE DES CHERCHEURS



BIEN COMMUNIQUER

La conjugaison de supports complémentaires avec une intensité variable d'information est positive.

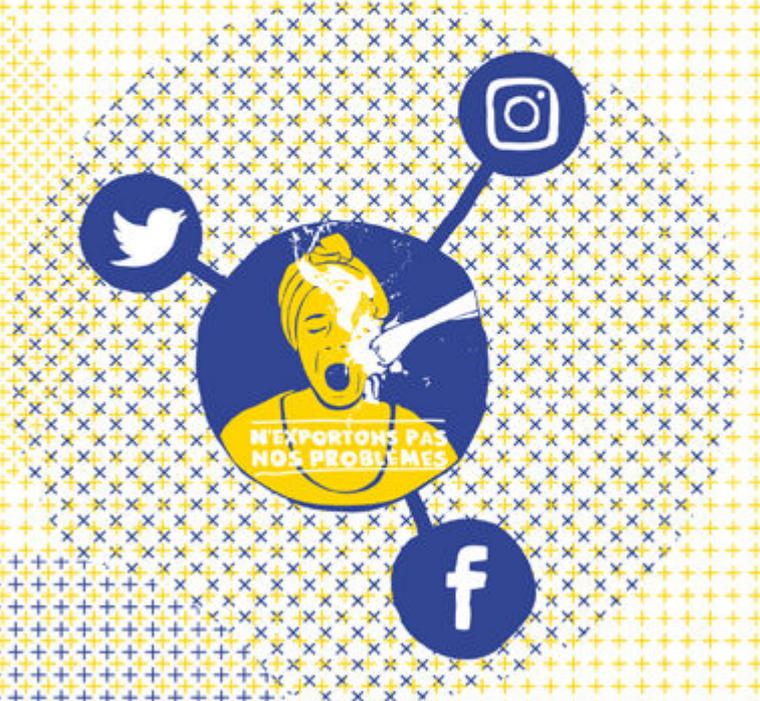
Le contenu peut être décliné sur plusieurs supports : à partir des études, un dossier de campagne, un résumé plus facilement accessible, des capsules vidéo, des cartes blanches dans la presse, ...

Et la mobilisation de plusieurs canaux de communication : site internet dédié, contacts presse, réseaux sociaux, ...

La dernière campagne « N'exportons pas nos problèmes » en est un bon exemple.

(<https://www.nexportonspasnosproblemes.org/>).



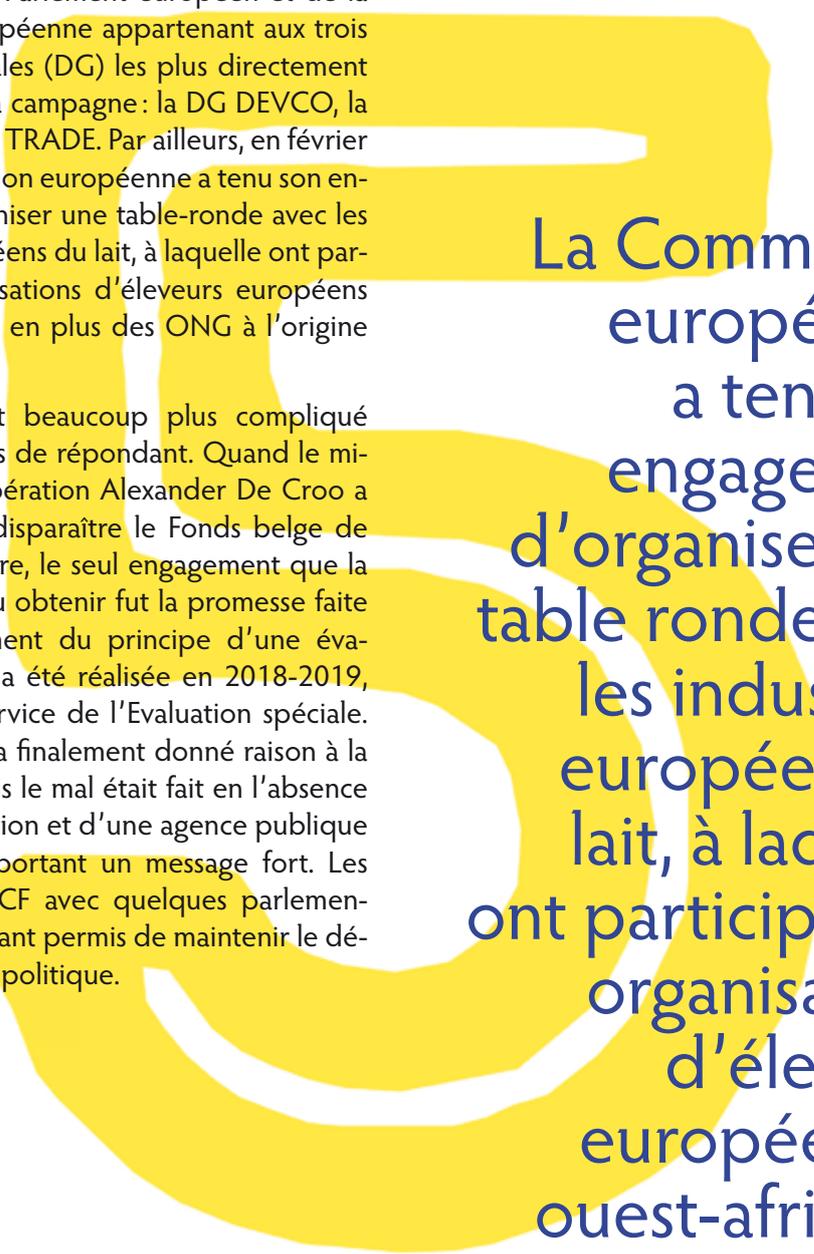


UN ACCÈS AUX DÉCIDEURS

Dans le cadre de la campagne « N'exportons pas nos problèmes », les contacts des OSC au sein de la Commission européenne (UE) ont permis d'organiser une table ronde en avril 2019, au moment du lancement de la campagne publique.

Cette table ronde a permis aux OSC (ONG de développement, éleveurs ouest-africains et éleveurs européens) de présenter leurs recommandations et d'échanger directement avec des représentants du Parlement européen et de la Commission européenne appartenant aux trois Directions générales (DG) les plus directement concernées par la campagne : la DG DEVCO, la DG AGRI et la DG TRADE. Par ailleurs, en février 2020, la Commission européenne a tenu son engagement d'organiser une table-ronde avec les industriels européens du lait, à laquelle ont participé des organisations d'éleveurs européens et ouest-africains, en plus des ONG à l'origine de la campagne.

À l'inverse, c'est beaucoup plus compliqué quand il n'y a pas de répondant. Quand le ministre de la Coopération Alexander De Croo a décidé de faire disparaître le Fonds belge de sécurité alimentaire, le seul engagement que la société civile a pu obtenir fut la promesse faite devant le Parlement du principe d'une évaluation bilan qui a été réalisée en 2018-2019, pilotée par le Service de l'Évaluation spéciale. Cette évaluation a finalement donné raison à la société civile. Mais le mal était fait en l'absence d'une administration et d'une agence publique de coopération portant un message fort. Les contacts de la CCF avec quelques parlementaires ont cependant permis de maintenir le débat dans l'espace politique.



La Commission européenne a tenu son engagement d'organiser une table ronde avec les industriels européens du lait, à laquelle ont participé des organisations d'éleveurs européens et ouest-africains.

TÉMOIGNAGE CROISÉ À PROPOS DE LA CAMPAGNE LAIT

la campagne est un succès parce qu'il y avait un cadre favorable au niveau de la CEDEAO avec l'existence d'une « offensive lait », mais également parce qu'un large éventail d'acteurs locaux (organisations de producteurs, industries privées locales, instituts de recherche, ONG, mini laiteries) s'était mis d'accord sur la campagne.



Hindatou Amadou, coordinatrice régionale de la campagne « Mon lait est local » en Afrique de l'Ouest et responsable du plaidoyer pour l'APESS.

Le facteur de succès est aussi la diversité des acteurs concernés qui se sont mis d'accord au préalable sur le contenu de la campagne, mais également les alliances Nord-Sud.



Benoît De Waegeneer suit cette campagne au sein d'Oxfam Solidarité.

les consommateurs ont participé à la définition de la position commune des acteurs ayant conduit à la mise en place de la campagne, ont été fortement mobilisés dans la campagne publique digitale suivie par plus de 45 600 personnes avec des messages de soutien à la campagne et la signature de la pétition par plus de 36 000 personnes pour un appel à l'action des décideurs publics afin de promouvoir et défendre le lait local dans la région.

Il y a eu des appuis de part et d'autre entre Nord et Sud, car des représentants de la filière lait du Sud ont pu apporter leur expertise aux actions de plaidoyer au Nord et les acteurs du Nord ont été amenés à appuyer le travail d'influence mené par la campagne « Mon lait est local ». C'est une belle expérience, une synergie d'actions qui a bien fonctionné.

je pense que la complémentarité a bien fonctionné, même si le risque subsiste que l'agenda Nord, nourri par du personnel salarié, prenne le pas sur l'agenda Sud où les ressources humaines sont moins importantes. J'espère que le fait d'avoir cet élément en tête a permis de garder un bon équilibre, avec aussi des appuis Nord aux agendas d'influence régionaux et nationaux au Sud.

S'ADAPTER AU CONTEXTE

Un élément important quand on monte une campagne de plaidoyer est d'évaluer le niveau de réceptivité du ou des décideur(s) par rapport au sujet abordé.

En fonction, la campagne sera plutôt de type proactif, avec des propositions concrètes et constructives d'adaptation ou plutôt réactive avec de la dénonciation. Il est par exemple difficile de défendre le modèle des agricultures familiales et durables face à un décideur qui les compare à la situation agricole vécue en Europe pendant le Moyen-Age...



... « Oui, l'agriculture familiale existait ici aussi chez nous au Moyen-Âge.

À cette époque, la grande majorité des personnes qui vivaient de l'agriculture vivaient dans une extrême pauvreté.

C'est également la situation actuelle en Afrique subsaharienne.

L'agriculture familiale est la meilleure garantie d'une pauvreté durable, et je me demande pourquoi certaines personnes continuent à s'y accrocher ».

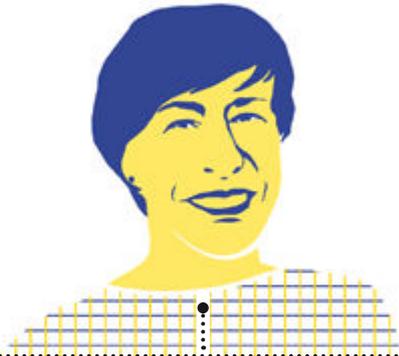


Alexander De Croo,
ministre fédéral des Finances et de la Coopération
au développement, en commission des relations
extérieures du parlement belge, le 8 juin 2020.

S'INSTALLER DANS LA DURÉE

A priori, le travail de plaidoyer peut être comparé à une course d'endurance. Il se conçoit sur le long terme, tout en maintenant une forme de rythme ! Certains changements politiques ne se font pas d'un jour à l'autre.

Et l'un des principaux défis d'une campagne de plaidoyer est d'en suivre les résultats dans la durée et de poursuivre le travail de plaidoyer auprès des décideurs après la phase de campagne publique. Une action peut en effet générer des résultats positifs dans un terme relativement court, mais, il faut la suivre, parce que les décideurs peuvent changer d'avis, en particulier si la pression et l'attention à la thématique faiblissent. Pour les OSC, le risque est de tourner la page, de passer à autre chose, et de ne plus suivre le « dossier ». La possibilité de maintenir l'expertise acquise en interne au sein de l'OSC est également un facteur important. SOS Faim, suite à des changements de personnes, a ainsi notamment perdu une part de son expertise sur les questions de spéculation financière. Ces changements de personnes sont vrais également au niveau du personnel politique. Les changements d'interlocuteurs peuvent entraîner une perte de connaissance et d'expertise, mais également remettre certains résultats en question.



Suzy Serneels, chargée de plaidoyer pour le droit à alimentation chez Broederlijk Delen au sein de la Coalition contre la faim.

Broederlijk Delen est l'une des 20 organisations membres de la Coalition contre la faim (CCF). Au cours de ses presque 20 ans d'existence, ce réseau a acquis une solide expertise dans le domaine du travail politique sur le droit à l'alimentation.

Ce travail s'effectue sur la base de dossiers solides qui sont préparés par différents groupes de travail.

Le CCF est un interlocuteur reconnu par la coopération belge et le parlement, et peut donc représenter les points de vue de ses organisations membres francophones et néerlandophones et de leurs nombreuses organisations partenaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Les membres peuvent chacun compter sur un solide réseau de bénévoles et de sympathisants dans toute la Belgique, dont ils représentent également la voix.

Par conséquent, le soutien citoyen de la CCF est beaucoup plus important que celui de ses membres individuels.

Ensemble, nous pouvons faire la différence, c'est pourquoi nous continuons à nous battre pour un monde sans faim.



**UN TRAVAIL MENÉ
EN COALITION**

1



**UN ARGUMENTAIRE
BASÉ SUR LES VOIX DU SUD**

2



**UNE CAMPAGNE CRÉDIBLE
BASÉE SUR DES ÉTUDES
RÉALISÉES PAR DES EXPERTS**

3

**IL Y A DONC
7 FACTEURS CLÉS IDENTIFIÉS
FAVORISANT DES RÉSULTATS POSITIFS
D'UNE ACTION DE PLAIDOYER**



**UNE COMMUNICATION
EFFICACE**

4



**UN ACCÈS
AUX DÉCIDEURS**

5



**UNE APPROCHE
DANS LA DURÉE**

7



**UNE FLEXIBILITÉ
PAR RAPPORT AU CONTEXTE**

6

Ce numéro de *Dynamiques Paysannes* a été écrit par Marc Mees avec la collaboration d'Eloïse De Keyser et François Graas

Éditeur responsable
Olivier Hauglustaine,
4 rue aux Laines,
B-1000 Bruxelles
(Belgique)

Coordination
Marc Mees
mme@sosfaim.org
T 32-(0)2-548.06.70
info.be@sosfaim.org
www.sosfaim.be

Graphisme
www.marmelade.be
Dynamiques Paysannes
est imprimé sur du papier
recyclé.

Dynamiques paysannes
est réalisé avec le soutien de
la Direction générale de la
Coopération internationale
de Belgique.

Les opinions représentées
dans la présente publication
n'engagent que leurs auteurs.



Belgique
partenaire du développement



SOS FAIM - AGIR AVEC LE SUD

4 rue aux Laines, B-1000 Bruxelles (Belgique)

T 32 (0)2 548.06.70

info.be@sosfaim.org - www.sosfaim.be